

MARCHE PUBLIC DE SERVICES**Prestations d'entretien du terrain de sport engazonné de
Nantes Université***Cahier des Clauses Administratives Particulières**CCAP n°25018AC*

**Procédure adaptée en application des articles L2123-1, 1° et R2123-1, 1° du Code de la commande
publique**

Numéro du marché public :

2	0	2	5										
---	---	---	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

SOMMAIRE

Article 1 - Objet du marché	4
1.1. Objet du marché public	4
Article 2 - Pièces	4
2.1. Référence au CCAG	4
2.2. Pièces constitutives	4
Article 3 - Dispositions générales	4
3.1. Nomenclature communautaire	4
3.2. Procédure de passation.....	5
3.3. Allotissement	5
3.4. Forme du marché public	5
Article 4 - Durée	5
Article 5 - Délais	5
5.1. Modalités de computation des délais	5
5.2. Début du délai d'exécution	5
5.3. Expiration du délai d'exécution	6
5.4. Prolongation du délai d'exécution.....	6
Article 6 - Obligations générales des parties.....	6
6.1. Forme des notifications et informations	6
6.2. Personnels du pouvoir adjudicateur.....	6
6.3. Personnels du titulaire en charge de l'exploitation	6
6.3.1. Suivi continu des prestations	6
6.3.2. Revue exceptionnelle du contrat	7
6.4. Sous-traitance	7
6.5. Devoir de conseil	7
6.6. Changements affectant le titulaire	7
6.7. Confidentialité	8
6.8. Protection des données personnelles	8
Article 7 - Caractéristiques des prestations et modalités d'exécution	8
7.1. Caractéristiques des prestations	8
7.2. Modalités des commandes.....	9
Article 8 - Opérations de vérification	9
Article 9 - Prix.....	9
9.1. Forme et contenu des prix des prestations	9
9.1.1. Forme des prix.....	9
9.1.2. Contenu des prix	9

9.2. Variation du prix	10
9.2.1. Prix de référence	10
9.2.2. Variations des prix.....	10
9.2.3. Clause de préavis	10
9.2.4. Acceptation par le pouvoir adjudicateur	11
Article 10 - Clause de réexamen	11
Article 11 - Modalités de règlement des comptes	11
11.1. Avance.....	11
11.2. Demandes de paiement	11
11.2.1. Contenu des factures	12
11.2.2. Transmission des factures	12
11.3. Mode de règlement.....	12
11.4. Clause de financement et de sûreté.....	12
11.4.1. Garanties financières	12
11.4.2. Cession et nantissement de créances	13
Article 12 - Pénalités	13
12.1. Généralités	13
12.2. Grille des pénalités	13
Article 13 - Résiliation du marché.....	14
13.1. Résiliation pour événements extérieurs au marché.....	14
13.2. Résiliation pour motif d'intérêt général	14
13.3. Résiliation pour faute	14
13.4. Exécution de la prestation aux frais et risques	14
Article 14 - Force majeure	15
Article 15 - Litiges et recours	15
Article 16 - Présentation des attestations	15
Article 17 - Dérogations au CCAG	16

Article 1 - Objet du marché

1.1. Objet du marché public

Le marché public a pour objet général la réalisation des prestations d'entretien du terrain de sport engazonné de Nantes Université.

Lieu d'intervention : Complexe sportif du SUAPS – Chemin de Launay Violette 44000 Nantes

Le marché comporte les prestations suivantes :

- ☒ La tonte avec le ramassage
- ☒ La fertilisation
- ☒ Le sablage
- ☒ L'aération – Défeutrage
- ☒ Le décompactage
- ☒ Le semis de regarnissage
- ☒ Le désherbage-traitement

Article 2 - Pièces

2.1. Référence au CCAG

Pour toute disposition à laquelle il n'est pas formellement dérogé dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, le titulaire est soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS), entré en vigueur le 1er avril 2021 suite à la publication de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services.

2.2. Pièces constitutives

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes financières (DPGF, BPU) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives particulières (CCAP);
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-FCS, la notification comporte l'acte d'engagement, et, seulement selon l'estimation par le pouvoir adjudicateur de l'opportunité de les transmettre, les autres pièces constitutives du marché public.

Article 3 - Dispositions générales

3.1. Nomenclature communautaire

Code CPV	Description
77320000-9	Entretien de pelouses sportives.

Code NACRES	Description
BG.21	SERVICES DE CREATION ET D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS

3.2. Procédure de passation

Le présent marché public est conclu au terme d'une procédure adaptée en application des articles L2123-1, 1° et R2123-1, 1° du Code de la commande publique.

3.3. Allotissement

Conformément à l'article L2113-11 du code de la commande publique, Il s'agit d'un marché unique car la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

3.4. Forme du marché public

Le présent accord-cadre comporte :

- Des prestations récurrentes traitées à prix global et forfaitaire.
- Des prestations ponctuelles traitées à prix unitaire.
- Il est conclu sans minimum et avec un maximum exprimé au sens de l'article R2162-4 1° du Code de la commande publique :
 - o Montant maximum pour toute la durée du marché public : 120 000,00 € HT.

L'accord-cadre est mono-attributaire.

Article 4 - Durée

Le marché est conclu à partir du 1^{er} septembre 2025 pour une durée initiale d'un (1) an. Il pourra ensuite être reconduit de façon tacite deux (2) fois par période successive d'un (1) an et pour une durée maximale de trois (3) ans, sans que le titulaire ne puisse refuser la reconduction.

Nantes Université peut, deux mois avant la date d'échéance de la période en cours, décider de ne pas reconduire le marché public. La décision de non-reconduction intervient alors par tout moyen permettant de disposer d'une preuve certaine de la réception de ladite décision. La non-reconduction du marché n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité ni à aucun dédommagement. Le titulaire reste par ailleurs engagé jusqu'à la fin d'exécution de la période en cours.

Article 5 - Délais

5.1. Modalités de computation des délais

Tout délai mentionné au marché commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Les dates et heures applicables sont celles utilisées par les documents particuliers du marché pour les livraisons ou l'exécution des prestations.

5.2. Début du délai d'exécution

Le délai d'exécution du marché débute au 1^{er} septembre 2025.

Le titulaire est engagé contractuellement par les délais figurant dans les pièces contractuelles.

5.3. Expiration du délai d'exécution

La date d'expiration du délai d'exécution est la date d'achèvement des prestations.

5.4. Prolongation du délai d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée au titulaire, lorsqu'une cause n'engageant pas sa responsabilité fait obstacle à l'exécution de la commande, dans le délai contractuel fixé par le présent CCP. Elle fait l'objet d'une demande écrite auprès de Nantes Université, dans les conditions fixées par l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Article 6 - Obligations générales des parties

6.1. Forme des notifications et informations

La notification au titulaire des décisions ou informations de l'acheteur qui font courir un délai, est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

6.2. Personnels du pouvoir adjudicateur

Les précisions suivantes sont apportées en complément des dispositions de l'article 3.3 du CCAG-FCS :

- Le marché public est piloté par le Service Universitaire des Activités Physiques et Sportives (SUAPS) de Nantes Université
- La Direction des Achats est l'interlocuteur concernant les aspects juridiques (sous-traitance, sûretés, obligations administratives du titulaire...) et financiers.

Direction des Achats – Pôle Achats

1 quai de Tourville - BP 13522 - 44035 Nantes Cedex 1

Courriel : marchespublics@univ-nantes.fr

6.3. Personnels du titulaire en charge de l'exploitation

Les dispositions de l'article 3.4.1 du CCAG-FCS s'appliquent concernant le suivi contractuel.

Le titulaire désigne un référent qui sera l'interlocuteur privilégié de Nantes Université pour le suivi des prestations. Il communique ses coordonnées avant le démarrage des prestations.

6.3.1. Suivi continu des prestations

La responsable du site s'assure de la bonne exécution des prestations commandées. À l'issue de ces contrôles, l'administration se réserve le droit de faire procéder à une nouvelle prestation si elle constate que le résultat n'est pas conforme aux stipulations du bon de commande ou aux exigences du CCTP.

En cas d'ajournement ou de rejet des prestations, le titulaire est tenu de reprogrammer dans un délai de sept (7) jours calendaires une intervention afin de réaliser des prestations conformes aux exigences techniques. Dans le cas d'une mauvaise exécution des prestations ou d'une exécution incomplète, Nantes Université pourra appliquer des pénalités (cf. article 12 CCAP).

Des réunions techniques sur site peuvent être effectuées aussi souvent que nécessaire entre le prestataire et les responsables du site.

6.3.2. Revue exceptionnelle du contrat

En cas d'incidents majeurs ou répétés, le pouvoir adjudicateur provoque une réunion exceptionnelle, afin d'aborder ces incidents ainsi que leur résolution.

6.4. Sous-traitance

Les dispositions des articles L. 2193-1 et suivants du Code de la commande publique s'appliquent.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-FCS, étant entendu que la sous-traitance ne peut concerner que les prestations de services.

En outre, afin que le sous-traitant déclaré soit accepté et agréé, la méthodologie d'intervention qu'il utilisera pour réaliser les prestations, ainsi que ses interactions avec les différentes parties au présent marché public devront être précisées. Que la sous-traitance soit déclarée lors du dépôt de l'offre ou de l'exécution du marché public, elle doit faire l'objet d'une déclaration.

Le titulaire s'engage à transmettre les pièces et attestations de son sous-traitant (de nature à prouver que les obligations sociales, fiscales et d'assurance identiques à celles du titulaire) sont respectées) ou à ce que le sous-traitant les dépose sur la plateforme e-attections.

Toute sous-traitance non déclarée dont le pouvoir adjudicateur aurait connaissance ultérieurement à l'exécution des prestations donnera lieu à l'application de la pénalité définie dans l'article 12 (Pénalités) du présent CCAP.

6.5. Devoir de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies à l'acheteur. Dans ce cadre, le titulaire notifie notamment à l'acheteur toute information permettant d'améliorer le niveau de sécurité du système d'information et signale les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de sa responsabilité.

6.6. Changements affectant le titulaire

Le titulaire s'engage à informer Nantes Université de tout changement survenant au cours de la période d'exécution du marché public, affectant :

- Les personnes ayant le pouvoir d'engager la société ;
- La forme de l'entreprise ;
- La raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- Son adresse ou son siège social ;
- Son adresse bancaire ;
- La cession d'une ou de différentes activités ;
- L'acquisition d'une nouvelle activité ;
- Son capital social ;
- Et généralement toutes les modifications importantes relatives au fonctionnement de la société.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures sera suspendu tant que Nantes Université ne sera pas en possession des documents nécessaires, ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant. Si le titulaire néglige de se conformer à cette obligation, Nantes Université ne saurait être tenue responsable des retards de paiement qui pourraient résulter d'un défaut d'information.

Dans l'hypothèse où un titulaire disparaîtrait par fusion avec une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le pouvoir adjudicateur de l'acte portant la décision de fusion et de la justification de son enregistrement légal. À défaut, Nantes Université se réserve le droit de résilier le marché public passé avec lui sans indemnisation.

6.7. Confidentialité

Conformément à l'article 5.1 du CCAG-FCS, les parties sont soumises à une obligation de confidentialité.

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Il est rappelé qu'une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

L'obligation de confidentialité se poursuit après expiration du marché public. L'obligation de confidentialité ne devient caduque que si l'information est rendue accessible dans les conditions de l'article 5.1.4. du CCAG.

Dès lors, une partie ne peut et ne pourra demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité pénale de la partie concernée pourra être engagée.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposé et éventuel sous-traitant. En cas de violation de cette obligation, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché public pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

6.8. Protection des données personnelles

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, à savoir :

- la Loi Informatique et Liberté (dite LIL) n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée,
- le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

Pour le traitement de données à caractère personnel, les parties sont entendues comme telles :

- Nantes Université a la qualité de responsable de traitement
- le titulaire du marché public a la qualité de sous-traitant.

Article 7 - Caractéristiques des prestations et modalités d'exécution

7.1. Caractéristiques des prestations

La liste des prestations demandées et leurs caractéristiques sont présentées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

7.2. Modalités des commandes

Les prestations réglées font l'objet de bons de commande partiels qui sont passées sur la base des prix fixés dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) et du Bordereau des Prix Unitaires (BPU). Ces bons de commande, issus du système d'information financier de Nantes Université (Sifac), font apparaître les informations suivantes :

- Le numéro du marché public,
- Le numéro de la commande,
- La référence du service émetteur,
- La description des prestations,
- Le lieu de livraison,
- Le montant de la commande en HT et en TTC.

Article 8 - Opérations de vérification

Les opérations de vérification ayant pour objet de contrôler la conformité des prestations avec les spécifications du marché, et les décisions après vérification seront effectuées dans les conditions prévues par les articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

En dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, les opérations de vérification se déroulent en l'absence du titulaire ou de son représentant, sauf si celui-ci a fait part à Nantes Université de sa volonté expresse d'y participer.

Article 9 - Prix

9.1. Forme et contenu des prix des prestations

9.1.1. Forme des prix

Les prix sont exprimés en euros, hors taxe à la valeur ajoutée. Le taux de TVA applicable est le taux légal en cours applicable aux prestations facturées.

Le marché public comprend :

- Une part de prestations récurrentes conclue à prix global et forfaitaire ;

Le prix global et forfaitaire figure dans la décomposition du prix global et forfaitaire établie par le titulaire. Ce prix rémunère le titulaire indépendamment des quantités mises en œuvre pour réaliser les prestations objets de cette part.

- Une part de prestations ponctuelles conclue à prix unitaires.

Les prix unitaires figurent au bordereau des prix unitaires (BPU) du titulaire. Les prestations sont rémunérées par application, aux quantités réellement exécutées, des prix figurant au BPU.

9.1.2. Contenu des prix

Les prix sont réputés complets et comprendre l'ensemble des charges fiscales ou autres frappant la prestation ainsi que tous les frais afférents liés aux déplacements concernant les interventions.

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à des minima de commande, que ce soit en quantité et/ou en valeur.

9.2. Variation du prix

9.2.1. Prix de référence

Les prix du marché sont indexés en fonction des indices économiques et réputés établis sur la base des conditions économiques à la date de signature du marché public ; ce mois est appelé « mois zéro ».

9.2.2. Variations des prix

Les prix sont fermes et applicables sans révision pendant la période initiale d'exécution du contrat, puis révisables à la date anniversaire du marché public par application de la formule suivante :

$$P_n = P_0 \times \left(0,15 + 0,85 \times \left(\frac{EV4_n}{EV4_0} \right) \right)$$

Dans laquelle :

P_n : prix révisés (forfaitaires et unitaires) ;

P₀ : prix initiaux (forfaitaires et unitaires) ;

EV_{4n} : valeur du dernier indice définitif connu le mois précédant la date d'effet de la révision ;

EV₄₀ : valeur de l'indice définitif publié à la date de remise des offres pour l'accord-cadre.

EV_{4n} et EV₄₀ étant respectivement les valeurs prises par l'index de référence 001711017 respectivement au mois n de la demande de révision et au mois 0 de réception des offres. L'index de référence 001711017 est l'indice INSEE « Index divers de la construction – EV4 – Travaux d'entretien d'espaces verts – Base 2010 figurant sur le site de l'INSEE sous l'identifiant 001711017.

Les indices utilisés seront les derniers indices non provisoires connus et parus au Journal Officiel (J.O.). Ces indices sont consultables sur le site de l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques). S'ils ne sont plus publiés, le pouvoir adjudicateur et le titulaire se mettent d'accord sur un indice de remplacement équivalent et sur un coefficient de raccordement entre l'ancien et le nouvel indice.

Le coefficient de révision est arrondi à 3 décimales et traité de la façon suivante :

- De 0,0000 à 0,0004 : arrondi au millième inférieur.
- De 0,0005 à 0,0009 : arrondi au millième supérieur.

Les prix révisés deviendront fermes jusqu'à la prochaine application de la révision du prix dans les conditions fixées au présent article.

Lorsque la demande du titulaire est incomplète, ce dernier doit apporter les éléments manquants dans un délai de 7 jours à compter de la date de sollicitation. Passé ce délai, la demande est rejetée sans que le titulaire ne puisse formuler de réclamation.

9.2.3. Clause de préavis

Le titulaire devra faire parvenir sa demande de révision des prix par courrier recommandé avec accusé de réception au plus tard 60 jours calendaires avant la date anniversaire de tacite reconduction du marché public, soit le 1^{er} juillet de l'année en cours, à l'adresse suivante (adresse : NANTES UNIVERSITE – Direction des Achats – Pôle Achats - 1, quai de Tourville - BP 13522 - 44035 NANTES CEDEX 1), en y joignant la preuve des indices. Au-delà de ce délai, toute demande sera rejetée sans que le titulaire ne puisse formuler aucune réclamation.

9.2.4. Acceptation par le pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur dispose de 30 jours à réception de la demande pour apporter sa réponse. Passé ce délai, la demande est acceptée tacitement.

Lorsque la demande du titulaire est incomplète, ce dernier doit apporter les éléments manquants sous 7 jours à compter de la date de sollicitation. Passé ce délai, la demande est rejetée sans que le titulaire ne puisse formuler de réclamation.

Article 10 - Clause de réexamen

En application de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, le marché pourra être modifié, à la demande de Nantes Université, lorsque l'intégration d'une ou plusieurs prestations est devenue nécessaire et à condition que cette modification n'entraîne pas d'autres modifications substantielles.

Les modifications pourront porter sur les éléments suivants :

- Variation du volume ou de la fréquence, à la hausse comme à la baisse, des prestations récurrentes traitées à prix global et forfaitaire ;
- Ajout de nouvelles prestations ponctuelles au bordereau des prix unitaires (BPU).

Ces modifications feront l'objet d'un avenant entre le titulaire et Nantes Université.

Article 11 - Modalités de règlement des comptes

11.1. Avance

Le traitement de l'avance est défini selon l'option A de l'article 11.1 du CCAG-FCS. Sauf refus du titulaire, une avance sera versée lorsque le montant du marché public est supérieur à 50 000,00 € HT, et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance est fixé à 30% du montant TTC du marché public.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du marché public. Ce remboursement doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant du marché public, toutes taxes comprises.

➤ Modalités de paiement :

Le délai global de paiement de l'avance court à compter de la notification, qui emporte commencement d'exécution du marché public, et/ou, le cas échéant, à compter de la date de reconduction de celui-ci. L'avance doit être versée sous un mois à compter de l'élément de déclenchement susmentionné.

11.2. Demandes de paiement

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique, et dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

Les prestations récurrentes traitées à prix global et forfaitaire seront réglées de manière trimestrielle selon l'échéancier suivant :

- Une facture émise au mois de septembre pour les mois de juillet à septembre,
- Une facture émise au mois de décembre pour les mois d'octobre à décembre,
- Une facture émise au mois de mars pour les mois de janvier à mars,
- Une facture émise au mois de juin pour les mois d'avril à juin,

La facture fera apparaître le prix pour chaque prestation de manière distincte.

Les prestations ponctuelles traitées à prix unitaires feront quant à elles l'objet d'une facture par prestation.

11.2.1. Contenu des factures

Les factures afférentes au paiement sont établies en un original portant, sans préjudice des mentions légales et réglementaires, les indications suivantes :

- le numéro de SIRET qui identifie Nantes Université en tant que destinataire de la facture : 130 029 747 00016 ;
- le nom et adresse du créancier ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- **le numéro et la référence du marché public ;**
- **le numéro de l'engagement financier (bon de commande Sifac, format 4500XXXXXX) ;**
- la prestation exécutée (désignations et quantités) ;
- le montant hors taxe des prestations exécutées éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant TTC des prestations exécutées ;
- la date de facturation.

Les factures ne mentionnant pas la référence du marché public et/ou le numéro de bon de commande Sifac seront jugées non conformes et retournées au titulaire.

11.2.2. Transmission des factures

Les dispositions des articles L. 2192-1 à L. 2192-7 du code de la commande publique s'appliquent concernant la transmission des factures. Aussi, conformément à l'article L. 2192-1 du Code de la commande publique, les titulaires des marchés publics conclus avec Nantes Université, ainsi que leurs sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique.

Dès lors, les titulaires ont l'obligation d'adresser leurs factures dématérialisées sur le portail public de facturation Chorus Pro (<https://chorus.pro.gouv.fr>).

Comptable assignataire des paiements :

Nantes Université
Monsieur l'Agent Comptable
1 quai de Tourville – BP 13522 - 44035 Nantes Cedex 1
Courriel : pole.marches-ac@univ-nantes.fr
Téléphone : 02.40.99.83.83

11.3. Mode de règlement

Les prestations, objet du présent marché public, sont rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

Les sommes dues au titulaire, et au sous-traitant de premier rang éventuel, sont payées dans un délai global de trente jours à compter de la réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes, ou à compter de la date d'admission si cette dernière est postérieure à la date de réception de la facture (articles R. 2192-10 et suivants du code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires est précisé à l'article R. 2192-31 du code de la commande publique.

11.4. Clause de financement et de sûreté

11.4.1. Garanties financières

Aucune clause de garantie financière n'est appliquée.

11.4.2. Cession et nantissement de créances

Il est fait application des articles R.2191-45 et suivants du code de la commande publique, relatifs à la cession ou au nantissement des créances.

Article 12 - Pénalités

Les dispositions ci-après dérogent à l'article 14 du CCAG-FCS, et s'appliquent à l'ensemble des pénalités ci-après.

12.1. Généralités

Toutes les pénalités définies peuvent être appliquées par le pouvoir adjudicateur sur simple constatation du dysfonctionnement ou du manquement contractuel (dans le respect des éléments de déclenchement de pénalités mentionnés dans la grille des pénalités), sans mise en demeure préalable. Elles correspondent à une sanction contractuellement définie, appliquée même en l'absence de tout préjudice par le pouvoir adjudicateur. Toutefois, aucune pénalité ne sera appliquée au titulaire en cas de survenance d'une cause légitime et/ou exonératoire de responsabilité, pour autant et dans la limite où la cause emporte une incidence significative sur l'exécution des prestations dont le non-respect fait l'objet d'une pénalité.

Les pénalités sont cumulables et ne font pas l'objet de formules de variation. Elles s'appliquent dès le premier euro TTC, étant entendu qu'elles ne sont pas assujetties à TVA.

Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités. Chaque heure ou jour de retard entamé est dû dans sa totalité.

L'application d'une pénalité n'exclut pas la responsabilité du titulaire sur les conséquences de la prestation non ou mal exécutée, et se fait sans préjudice des demandes d'avoir. De plus, outre l'application de pénalités, dans le cas où le titulaire manquerait de façon répétée à ses obligations contractuelles, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché aux torts du titulaire dans les conditions fixées au présent document. Dans cette hypothèse, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la notification de la décision de résiliation.

12.2. Grille des pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités suivantes s'appliquent :

Type de prestation	Désignation de la pénalité	Délai et référence du CCAP/CCTP	Montant de la pénalité par jour calendaire de retard
Prestation récurrente	Non-respect des plannings d'intervention	Article 3.3 du CCTP	150 € par jour de retard et par prestation (1 prestation = 1 ligne de la DPGF)
Prestation récurrente / Prestation ponctuelle	Exécution de la prestation non-satisfaisante ou incomplète	Article 6.3.1 du CCAP	- Rectification de la prestation dans un délai de sept (7) jours calendaires après notification par Nantes Université Si la prestation n'est pas rectifiée dans un délai de sept (7) jours calendaires : 150 € par jour calendaire supplémentaire où la prestation n'est pas rectifiée et par

			prestation (1 prestation = 1 ligne de la DPGF)
Prestation récurrente / Prestation ponctuelle	Absence à une réunion semestrielle ou annuelle programmée	Article 3.3 du CCTP	250 € par cas constaté

Article 13 - Résiliation du marché

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les cas prévus aux articles L2195-1 à L2195-6 du code de la commande publique. En outre, il est fait, le cas échéant, application des articles 38 à 45 du CCAG-FCS, avec les précisions suivantes.

13.1. Résiliation pour événements extérieurs au marché

En cas de redressement judiciaire ou de procédure de sauvegarde du prestataire, le marché est résilié si, après mise en demeure de l'administrateur judiciaire dans les conditions prévues à l'article L622-13 du Code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié, si après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L641-11-1 du Code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

13.2. Résiliation pour motif d'intérêt général

La résiliation du marché peut être prononcée par le pouvoir adjudicateur, sans faute du titulaire, pour un motif d'intérêt général.

La résiliation pour un motif d'intérêt général ouvre droit à une indemnité pour le titulaire, dans les conditions fixées au chapitre 7 du CCAG-FCS.

13.3. Résiliation pour faute

Le marché est résilié pour faute du titulaire dans le cadre d'une des hypothèses prévues à l'article 41 du CCAG-FCS, ou pour un motif d'exclusion relevant des conditions de l'article L2195-4 du code de la commande publique.

En complément des cas énoncés à l'article 41 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché aux frais et risques du titulaire pour faute de celui-ci, dans l'hypothèse où les documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique transmis par le titulaire du marché public serait inexacts ou inadéquats pour satisfaire aux obligations fixées par ledit décret.

Comme, en cas de groupement, la bonne exécution des prestations dépend essentiellement des cotraitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement, les dispositions du CCAG-FCS traitant de la résiliation pour faute du titulaire peuvent s'appliquer dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations qui y sont prévues.

Le délai mentionné à l'article 41.2 du CCAG-FCS est fixé à quinze (15) jours, à compter de la date de réception de l'information du titulaire concernant la sanction envisagée.

13.4. Exécution de la prestation aux frais et risques

En application de l'article 45 du CCAG-FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ces derniers d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

Article 14 - Force majeure

Les parties ne sont pas responsables des manquements, retards ou défauts d'exécution résultant directement ou indirectement de tout événement indépendant de leur volonté ou échappant à leur contrôle.

La partie invoquant la force majeure doit en informer l'autre partie par notification écrite dans les plus brefs délais. Les obligations résultant du présent marché ne doivent pas pour autant être abandonnées par la partie concernée sans qu'elle ait utilisé toutes les ressources en son pouvoir pour en éviter, éliminer voire compenser les effets.

En cas de force majeure, les délais d'exécution seront prolongés de plein droit de la durée de l'événement.

Article 15 - Litiges et recours

L'unité monétaire est l'euro.

Sauf indication contraire, l'usage de la langue française est obligatoire dans tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi, sans que cette liste puisse être considérée comme exhaustive.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. En cas de litige, les parties s'obligeront à saisir un organe chargé des procédures de médiation, préalablement à la saisine du tribunal administratif.

Organe chargé des procédures de médiation :

- Pour saisir le Médiateur des entreprises : www.mediateur-des-entreprises.fr
- Pour saisir le Comité Consultatif Interrégional de Règlement amiable (CCIRA) des différends ou litiges relatifs aux marchés publics :

DREETS (Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités) des Pays de la Loire

22 mail Pablo Picasso – BP 24209 - 44042 NANTES Cedex 1

Téléphone : 06 60 48 98 89

Courriel : dreets-pdl.ccira@dreets.gouv.fr

Instance chargée des procédures de recours :

L'instance chargée des procédures de recours introduites (référé précontractuel défini aux articles L. 551-1 et suivants du Code de justice administrative, référé contractuel défini aux articles L. 551-13 et suivants du Code de justice administrative,...) est le Tribunal administratif de Nantes, seul compétent.

Tribunal administratif de Nantes

6 allée de l'Île Gloriette – BP 24111 - 44041 NANTES Cedex

Téléphone : 02 40 99 46 00

Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr

Article 16 - Présentation des attestations

Le titulaire déclare et s'engage sur l'honneur :

- à présenter les capacités nécessaires à l'exécution du marché public (professionnelles, techniques et financières, assurances),
- à ne pas faire l'objet de l'interdiction de soumissionner aux marchés publics (articles L.2141-1 et suivants du Code de la commande publique),
- à respecter les dispositions de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes,
- à respecter les dispositions des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail relatives à l'emploi des travailleurs handicapés.

Les capacités attestées sur l'honneur et les attestations sociales et fiscales du candidat seront vérifiées par la personne publique avant notification du marché public au titulaire.

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois, à compter de la notification du marché public et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations prévues à l'article D. 8222-5 ou D. 8222-7 du Code du travail ainsi que les pièces complémentaires (assurances, qualifications, ...) requises.

Plateforme e-attestations.com

Pour le dépôt des pièces énumérées ci-dessous, Nantes Université met à la disposition des titulaires des marchés publics, gratuitement, une plateforme en ligne : e-attestations.com. Celle-ci permet de sécuriser et simplifier les démarches administratives obligatoires et de lutter contre le travail dissimulé.

L'utilisation de cette plateforme est impérative pour les titulaires domiciliés en France.

Les entreprises attributaires de marchés doivent déposer gratuitement sur la plateforme, les documents suivants :

- Tous les 6 mois :
 - **Attestation sociale « vigilance »** à jour (Urssaf ou autre) : à télécharger en ligne sur leur site
 - **Liste nominative des salariés étrangers** soumis à autorisation de travail et participant à la réalisation des travaux ou à la fourniture de services, objet du contrat. Cette liste devra être mise à jour sur le site e-attestations tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat en cours.
- Annuellement :
 - **Attestation annuelle de régularité fiscale**
 - **Attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle**

Article 17 - Dérogations au CCAG

Article(s) du présent CCAP	Article(s) du CCAG FCS	Objet de la dérogation
2.2	4.2.1	Pièces constitutives
5.2	13.1.1	Début du délai d'exécution
12.2	14	Pénalités